

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 08/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SENEV ILLOIS**

9 rue andré Pingat  
51100 Reims

Références : UDRD-2025-07-T-387  
Code AIOT : 0005805688

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement SENEV ILLOIS implanté le chemin vert 76390 Illois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue sur le parc éolien SENEV Illois sur la commune d'ILLOIS dans le cadre du suivi pluriannuel des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (visite des 7 ans).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SENEV ILLOIS
- le chemin vert 76390 Illois
- Code AIOT : 0005805688
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le parc éolien exploité par la société SENEV Illois est composé d'un poste de livraison et de 3 éoliennes de modèle VESTAS V90 d'une puissance unitaire de 3 MW (puissance totale de 9 MW). Les éoliennes présentent une hauteur totale de 135 m bout de pale. Elles ont été mises en service en juin 2013 . Le parc dispose d'un permis de construire du 31 mars 2009 et bénéficie d'un droit d'antériorité actée par courrier du 24/07/2013. le parc est régi par les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 26/8/2011 modifié applicables aux éoliennes terrestres classées sous la rubrique 2980.

La maintenance du parc est assurée par VESTAS le fabricant des aérogénérateurs.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 1
- Bruits et vibrations
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Rapport d'incident ou d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	prévention des risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	prévention risques chroniques - bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La maintenance du parc SENEV Illois est entièrement délégué à VESTAS, turbinier et fabricant des machines.

L'exploitant dispose dans ce cadre d'une interface numérique « work-space » pour suivre l'ensemble de toutes les actions de maintenance réalisées par VESTAS.

La surveillance du parc est totalement informatisée et instrumentalisée et l'ensemble du personnel VESTAS habilité est en mesure d'intervenir à distance si nécessaire. En cas d'urgence, l'arrivée d'un technicien ou agent de maintenance est en mesure de se rendre sur les lieux en moins d'1/2 heure (depuis Neufchatel en Bray ou Amiens).

Il est à noter qu'un accident a eu lieu le 30 avril 2025 aux abords du poste de livraison et de l'éolienne E2. Un exploitant agricole a labouré le champ et a sectionné un câble électrique « haute tension » au pied du poste de livraison et a arraché par là même le panneau ICPE.

L'inspection est en attente de justificatifs ou d'actions correctives suivantes :

- **sous 2 mois** : réalisation des travaux de réparation des « impacts foudre » qui sont présents dans les rapports de vérification de 2024 et de 2025 ;
- **sous 2 mois** : transmission d'un justificatif de l'action corrective menée pour lever la non conformité du rapport de vérification électrique au sein du poste de livraison et fourniture du dernier rapport de contrôle des installations électriques du parc.
- **sous 7 jours** : repositionnement de manière visible du panneau d'identification du parc aux abords du chemin d'accès à l'éolienne E2 ;
- **sous 15 jours** : remplacement des panneaux dont les mentions ne sont plus lisibles sur le poste de livraison ;
- **sous 15 jours** : transmission par l'exploitant d'un courrier rappelant les règles de bonnes pratiques d'exploitation des parcelles agricoles auprès des agriculteurs afin d'éviter un nouvel accident (en fixant une distance minimale entre les installations du parc et les cultures agricoles) ;
- **sous 1 mois** : transmission d'un document plus détaillé concernant les « procédures de gestion » en cas de situation d'urgence ou tout autre document annexe propre à la société VESTAS incluant ces procédures.

L'inspection note également que des pistes d'amélioration peuvent être envisagées quant au suivi des maintenances inscrites sur le registre papier visualisé dans l'éolienne E2 ainsi que dans la gestion des actions correctives, en fonction de la gravité d'un défaut, ou à surveiller en cas de défaut jugé mineur (besoin d'une meilleure lecture avec interprétation claire des rapports de vérification de pale notamment).

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, prescriptions à observer par les tiers
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. « Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une affiche d'identification de l'éolienne E2 au pied de l'aérogénérateur.</p> <p>À l'intérieur de l'éolienne, les consignes de sécurité à observer par les tiers sont affichées de manière lisible mentionnant diverses consignes, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plan d'évacuation;</li> <li>- procédures de consignation et déconsignation électrique;</li> <li>- procédure « plan d'urgence » avec localisation et numéros d'urgences utiles.</li> </ul> <p>En extérieur, sur le chemin d'accès, le panneau d'identification du parc et des mentions d'interdiction de pénétrer est présent mais il a été « percuté » par l'exploitant agricole de la parcelle lors d'un labourage. (voir point de « constat n°7 » sur l'accident qui a eu lieu le 30 avril 2025).</p> <p>Par ailleurs, les plaques d'identification et des consignes de sécurité positionnées sur le poste de livraison ne sont plus lisibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra :</p> <p>Sous <b>7 jours</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- repositionner de manière visible, le panneau d'identification du parc aux abords du chemin d'accès à l'éolienne E2.</li> </ul> <p>Sous <b>15 jours</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- remplacer les plaques dont les mentions ne sont plus lisibles sur le poste de livraison.</li> </ul> <p>L'exploitant fera parvenir à l'inspection des photos justifiant de la mise en place des nouvelles plaques</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 2 : exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. « La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »
<b>Constats :</b>  La société SENEV Illois dispose d'un contrat de maintenance avec VESTAS, fabricant et mainteneur du parc. Il n'y a aucun salarié au sein de la société SENEV Illois.  Le personnel de la société VESTAS, composé de 21 techniciens et 15 agents de maintenance est en mesure d'intervenir sur le parc. Le centre de maintenance est basé à Amiens (30 minutes du parc) et une sous-base existe à Neufchatel-en-Bray pour intervenir plus vite si nécessaire (10 minutes environ du parc).  Le responsable du centre de maintenance VESTAS indique intervenir en préventif, prédictif et curatif dans le cadre du contrat établi entre l'exploitant et VESTAS.  L'ensemble du personnel VESTAS réalise une fois par an un exercice de formation avec le service du GRIMP (Groupe d'intervention en milieu périlleux), dans la région du Nord. Un module « sauveteur-secouriste du travail et travail en hauteur » est dispensé tous les 2 ans auprès du personnel.  Enfin, l'exploitant indique qu'il dispose d'un accès à un outil informatique « work-space » pour le pilotage et le suivi du parc. L'ensemble du personnel y a accès et peut intervenir à distance. La surveillance du parc est totalement informatisée et instrumentalisée. Des astreintes téléphoniques d'urgence ont été mises en place 7j/7 et 24h/24. L'exploitant est informé, en tant réel de tout dysfonctionnement par une alerte sur son téléphone portable. Après la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection une attestation du 02/06/2025, répertoriant l'ensemble des personnels ayant suivi les formations requises et qui sont en mesure d'intervenir sur le parc. Le document fournit fait état des fréquences des formations en fonction du sujet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
---

**Thème(s) : Risques accidentels, SIS contrôle et maintenance**

**Prescription contrôlée :**

« I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un **contrôle des brides** de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

« II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un **contrôle visuel des pales** et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

« III. L'installation est équipée de **systèmes instrumentés de sécurité**, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

« L'exploitant tient à jour la **liste** de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs **fréquences de tests** et les **opérations de maintenance** destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

« Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

« IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Lors de la visite du 19 juillet 2018, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de fournir à l'inspection le manuel d'entretien de l'installation.

L'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre une copie du manuel d'entretien des installations. L'inspection rappelle que le manuel d'entretien de l'installation doit préciser la nature et les fréquences des opérations d'entretien afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation.

**Constats :**

La liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS) a été transmise par l'exploitant ainsi que les rapports de vérifications des pâles de 2024 et 2025.

L'exploitant rappelle à l'inspection que le contrat qui lie SENEV Illois à VESTAS est très complet (« AOM 5000 ») et que VESTAS réalise l'ensemble des maintenances nécessaires ainsi que tous les remplacements de pièces, mineures ou majeures.

Les fréquences d'intervention sont les suivantes :

- préventif : 1 fois par an
- prédictif : en fonction des besoins du parc
- curatif : en cas de problème, panne...

Concernant les pales, le responsable du centre de maintenance VESTAS indique une fréquence de vérification visuelle 1 fois par an et un contrôle par drone 1 fois par an également.

A la lecture des rapports de vérification des pales, l'inspection constate que des mêmes impacts sur les pâles E1 et E2 sont mentionnés sur les rapports de 2024 et 2025, sans qu'il n'y ait eu d'action corrective, alors que le rapport indique un dommage de gravité de stade « 3 », et qu'à ce ni-

veau, une maintenance doit être effectuée sous 12 mois.

Le responsable du centre de maintenance VESTAS précise qu'il s'agit d'impacts de foudre et que l'état des pales reste fonctionnel. Selon le manuel de vérification de VESTAS, *"une action corrective doit intervenir sous 12 mois ou un suivi renforcé doit être réalisé par les « ingénieurs Blade » (ingénieurs pales) de chez VESTAS"*.

Si VESTAS indique que ces défauts sont « mineurs » et font l'objet d'un suivi, il est souhaitable d'avoir une meilleure lecture sur les rapports de vérification, soit en permettant les actions correctives dans un délai supérieur à 12 mois sur les défauts jugés mineurs de stade « 3 », soit en distinguant les défauts qui doivent impérativement être corrigés sous 12 mois de ceux qui font l'objet d'un suivi particulier. L'inspection rappelle qu'il est important de garder une certaine cohérence dans le processus de suivi depuis le constat d'un défaut, le délai préconisé pour mener l'action corrective et l'action corrective en elle-même.

Concernant les vérifications des installations électriques, à la lecture des rapports du 03/06/2024, l'inspection constate que certains éléments documentaires n'ont pas été fournis par l'exploitant au vérificateur et qui composent pourtant *« les éléments d'informations du dossier technique nécessaires à la réalisation de la mission »*.

Par ailleurs, il est constaté une non-conformité sur le rapport de vérification du poste de livraison (PDL) au niveau des prises de courant. Le rapport indique une absence de continuité du circuit de protection *« à relier à la terre avec une valeur inférieure à 2 Ohms »*.

De plus, un certains nombres d'observations sont relevées sur les rapports de vérifications des installations électriques portant sur les 3 éoliennes. Certains dispositifs sont manquants et/ou à réparer.

Enfin, chaque rapport (PDL, E1, E2 et E3) indique que les essais des dispositifs différentiels n'ont pu être réalisés pour des raisons de continuité de service.

L'inspection rappelle que les contrôles de certains dispositifs électriques nécessitent une mise à l'arrêt des installations. L'exploitant doit savoir préparer en amont les visites avec son prestataire afin de définir la période qui lui semble la plus adaptée pour une mise à l'arrêt des installations. La vérification des installations électrique du 29/05/2024 (rapport du 03/06/224) n'a donc été que partielle.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra :

**Sous 2 mois** : réaliser les travaux de maintenance des impacts de foudre sur les pales E1 et E2, mentionnés dans le rapport de 2024 et 2025. L'inspection attend le justificatif de la réalisation de ces travaux par une entreprise prestataire compétente.

**Sous 2 mois**: l'exploitant justifiera de l'action corrective menée pour lever la non conformité des prises de courant au sein du poste de livraison et fournira le dernier rapport complet de contrôle des installations électriques ou un rapport complémentaire qui justifie non seulement de la levée des observations listées dans le rapport de vérification du 03/06/2024 mais également de la réalisation des vérifications qui nécessitent un arrêt des installations.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, consignes de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <p>« - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;« - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;« - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;« - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;« - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>« Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : <b>survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</b> »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan de prévention annuel. Ce plan indique les risques et les mesures de préventions afin de mettre en sécurité des visiteurs et des personnes intervenantes sur site (l'exploitant indique dans ce document qu'il a été établi sur la base de la réglementation issue du code du travail)</li> <li>- un document nommé "procédure de gestion" : évoque les consignes en cas de fonctionnement anormal d'une éolienne, mais plus précisément en cas de survitesse et d'incendie.</li> </ul> <p>Le responsable du centre de maintenance de chez VESTAS explique avoir des procédures internes et propres au personnel VESTAS, pour le gel/formation de glace par exemple ou toute autre situation en dehors de la survitesse et de l'incendie.</p> <p><b>Observation de l'inspection :</b></p> <p>Le document « procédure de gestion » pourrait être étoffé et davantage détaillé en fonction de chaque cas de situation d'urgence (conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, inondation etc.).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant devra :
<b>Sous 1 mois</b> : compléter son document « procédure de gestion » ou faire parvenir à l'inspection l'ensemble des annexes propres à la société VESTAS informant de toutes les procédures de gestion des urgences en fonction de la situation rencontrée.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

#### N° 5 : prévention des risques

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, registre de maintenance, modalité tests et contrôles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>« L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p><b>Constats</b></p> <p>L'exploitant indique que toutes les maintenances et les suivis de vérification sont enregistrés dans l'interface « work-space ».</p> <p>Lors de la visite du parc et notamment au pied de l'éolienne E2, l'inspection a constaté la présence d'un classeur avec l'ensemble des documents issus depuis la mise en service du parc (tests, contrôles, réception des matériels...).</p> <p>Est également présent, un registre papier VESTAS » et mis à disposition des personnels de maintenance. Les maintenances portent sur des sujets variés (ascenseurs, vérifications électriques...)</p> <p><b>Observation de l'inspection :</b></p> <p>L'inspection constate que le registre papier ne reflète pas la réalité de toutes les interventions sur l'éolienne. S'il peut être rempli par certains personnels de maintenance, d'autres interventions n'y figurent pas, puisque directement dans l'interface du « work-space » (pour exemple, la vérification des pâles par drone).</p> </div>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Recommandation :</b>          Un point d'amélioration pourrait être envisagé afin de conserver sur place un registre de maintenance répertoriant toutes les actions menées. Un classement par « catégorie » de sujet rendrait la lecture plus simple du registre papier et permettrait un meilleur suivi notamment des fréquences de vérification.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : prévention risques chroniques - bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mesures de bruits
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Prescription contrôlée</b>          L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.          Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies :  <b>un seuil d' « émergence sonore »</b> si le niveau de bruit ambiant (bruit comprenant le bruit de fond du site et celui du parc éolien) dépasse 35 dBA : la différence de bruit lorsque le parc éolien est en fonctionnement ou à l'arrêt ne doit pas dépasser 5 dBA en journée (entre 7h et 22h) et 3 dBA la nuit (entre 22h et 7h).          En bordure du périmètre du parc, tel que défini par l'arrêté, <b>le niveau de bruit maximal ne doit pas dépasser 60 dBA la nuit et 70 dBA le jour.</b></p> <p>En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.          Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.          Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.</p>

**Constats :**

L'exploitant indique ne pas avoir eu de plainte mais suite à la demande formulée par l'inspection lors de la visite du 19/07/2018, une étude acoustique a été réalisée en 2019.

Les conclusions de l'étude sont les suivantes :

- « • Les Emergences diurnes du parc sont conformes en tous points ;
- Les Emergences nocturnes du parc sont conformes en tous points ;
- Le parc ne comporte pas de tonalité marquée ;
- Le parc respecte les niveaux sonores limités sur le périmètre de contrôle."

(...) Néanmoins, "L'exploitant devra rester à l'écoute des retours de terrains pour anticiper toutes évolutions de cette situation" »

L'exploitant a indiqué établir des bridages de nuit variables en fonction des vents.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :****Recommandation :**

L'exploitant devra rester vigilant sur les retours terrains afin de garder une situation acoustique stable ou pour anticiper une éventuelle évolution de la situation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Rapport d'incident ou d'accident**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, rapport d'accident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a rappelé les circonstances de l'accident du 30 avril 2025 :

Un exploitant agricole a labouré le champ trop profondément et trop proche du poste de livraison. Un câble électrique « haute tension » a été sectionné, sans toutefois faire de victime, et le panneau « ICPE » a été arraché du sol.

L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur humaine mais déplore le fait que l'agriculteur exploite une surface en dehors du périmètre autorisé dans le bail malgré les plans et tracés dont il dispose depuis la mise en service du parc. Les limites de la zone exploitable avaient, de plus, été matérialisées par de grosses pierres munies d'un tube vertical autour des mâts, mais l'exploitant explique à l'inspection qu'ils sont systématiquement couchés au sol.

L'inspection a reçu le rapport d'accident le 7 mai 2025.

L'exploitant explique une perte de production d'une semaine malgré l'intervention rapide d'une société spécialisée « circuits haute-tension » afin de réparer le câble.

Un courrier en recommandé sera envoyé par la société SENEV Illois à l'exploitant agricole impliqué, ainsi qu'aux autres concernés, pour leur rappeler les bonnes pratiques et les sensibiliser à nouveau aux risques inhérents aux installations.

**Observation de l'inspection :**

L'inspection rappelle le caractère hautement dangereux de labourer en dehors des zones autorisées par le bail en raison de la présence de câbles haute-tension enterrés et que tous les exploitants agricoles doivent être sensibilisés à nouveau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra :

- **sous 15 jours** : envoyer un courrier en recommandé à l'exploitant agricole responsable de l'accident, rappelant les bonnes pratiques d'exploitation et généralisera ce même courrier à l'ensemble des agriculteurs exploitants les parcelles aux abords des 3 éoliennes. Une copie des courriers devra être transmise à l'inspection.

Pour rappel, l'exploitant devra également :  
(cf fiche de constat n°10 et demandes associés)

Sous **7 jours** :

- repositionner de manière visible, le panneau d'identification du parc aux abords du chemin d'accès à l'éolienne E2.

Sous **15 jours** :

- remplacer les plaques dont les mentions ne sont plus lisibles sur le poste de livraison.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours